

Les Anglais vont devoir voter le 23 mai à des élections européennes qui n'auraient jamais dû avoir lieu et qui sont perçues comme une absurdité absolue puisque le discours officiel est encore que May va obtenir le vote de son pseudo "Retrait" et qu'en conséquence les députés élus ne seraient là que pour quelques semaines. Coût de la farce: 109 millions de Livres.

Il est vrai que, depuis 1973, les Anglais ont déjà donné 209 milliards de Livres à l'Union et que May se fait fort d'en perdre 39 de plus en échange d'un simulacre de Brexit.

Aussi faut-il s'attendre à des abstentions nombreuses et plus encore à un vote protestataire massif.

Cela s'explique par la déloyauté des deux grands partis, qui ont tous deux failli à leur propres manifestes politiques sur Brexit, mais aussi par l'incompétence abyssale de May, qui n'a d'égal que sa fausseté et s'étend bien au delà de l'UE et du Brexit, comme on voit dans son incapacité à cerner la Chine et l'Iran.

Face aux Conservateurs et au *Brexit Party*, il y a toute la gauche : au 12 mai, les Travaillistes sont cotés à 21% d'intentions de vote, les Libéraux-Démocrates 12%, les Verts 8%, UKIP 4% et le parti anti-Anglais CUK 3% (*Change UK* ou *Changer le Royaume Uni*, avec la même passion destructrice qu'Obama à "changer fondamentalement l'Amérique" ...)

Resurgit donc l'homme politique le plus talentueux d'Europe, Nigel Farage, Monsieur Brexit en personne et néanmoins jusqu'ici toujours soigneusement écarté des négociations et traité par les "élites" comme un paria. Or le "populiste Farage" est un vrai conservateur et n'est en rien infréquentable, bien au contraire. Ces jours-ci, c'est même lui qui apparaît comme le *Leader* le plus crédible pour une relève.

Les derniers sondages montrent 34% d'intention de vote pour le tout nouveau *Brexit Party* que Farage dirige et seulement 11% pour le Parti conservateur! L'hémorragie ne concerne pas que les électeurs: deux grands noms du conservatisme, Annunziata Rees-Mogg et Ann Widdecombe, se présentent sous l'étiquette Brexit. Les Conservateurs, qui ont déjà perdu 1300 sièges dans les élections locales du 2 mai, ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes. Ils découvrent avec stupeur le prix de leur trahison.

En vérité, pourquoi rester fidèle à un parti qui vous trahit et fait passer ses privilèges catégoriels avant le bien du pays et la volonté des urnes? Et pourquoi ce parti qui a pu remercier cavalièrement la grande Thatcher, perdant ainsi sa vénérabilité après avoir trahi son caractère Tory, se trouve-t-il à présent toutes les mauvaises excuses pour ne pas chasser le pire Premier Ministre que le royaume ait connu? Le parti est désormais divisé parce que ses caciques ne semblent finalement pas différents de Blair ou des Libéraux-démocrates.

On n'oublie pas que plusieurs chefs conservateurs sont restés intègres mais ils subissent néanmoins ces conséquences et on doute qu'ils soient capables à eux-seuls de faire le ménage qui s'imposerait car ils ont fait preuve d'une certaine mollesse devant May qui s'est entourée de gens médiocres dont la seule qualification est qu'ils l'aident à se maintenir au pouvoir.

Farage a la pugnacité et l'optimisme nécessaires pour guider le pays dans cette passe difficile.

Le ministre du commerce international, Liam Fox, s'est exprimé à ce sujet: "Il y a un monde hors de l'UE et il y aura un temps après Brexit. Nous nous adapterons et survivront car nous avons le talent et l'expérience pour cela." L'excellent Mike Pompeo, le Ministre des Affaires Etrangères de Trump, de passage à Londres, a surenchéri dans l'optimisme en rappelant que les Etats-Unis tiennent à la "relation spéciale" et sont fin prêts pour signer un traité commercial très avantageux pour la Grande Bretagne dès que celle-ci sera sortie de l'Union douanière, ainsi du reste que des dizaines d'autres pays.

Farage voit deux objectifs. A court terme, il explique que si les résultats confirment les sondages, il sera en mesure d'exiger à participer aux négociations de sortie de l'Union dans la dernière longueur avant le 31 octobre et donc de ramener sur la table la position de défaut légale: la sortie sans accord qui aurait dû se produire le 29 mars". A plus long terme, il parle d'un "ré-alignement de la politique britannique" et de l'entrée au Parlement du nouveau *Brexit Party*. Entrée qui pourrait se produire dès le 6 juin lors de l'élection partielle de Petersborough et se confirmer à la prochaine élection générale.

Il n'y a qu'en grande Bretagne qu'il existe de véritables Eurosceptiques. Comme on le voit avec les mouvements dit "populistes" d'Europe continentale, malgré leurs qualités respectives, leur opposition n'est pas sérieuse car tous finissent, une fois arrivés au pouvoir, par rentrer dans les rangs et s'accommoder de cette Union qui est parfaitement illégitime. Le RN a même jeté l'éponge avant les élections. On parle encore de "réformer l'EU", comme si cela était possible avec le personnel politique en place.

Et ce qui différencie complètement les Brexiteurs des Eurosceptiques français, c'est que tous comprennent qu'il n'y a pas de sécurité européenne militaire et économique sans l'OTAN.

Comprenons bien qu'il n'existe hélas pas de "*French Farage*".

